

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Siège  
BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE – 93600 AULNAY-SOUS-BOIS  
(Seine Saint-Denis)

Nombre de membres en exercice : 80

**DECISION DU PRESIDENT**

**DU 16 OCTOBRE 2024**

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent acte  
Conformément à l'article L2131-1 du CGCT

L'AN DEUX MILLE DIX-VINGT-QUATRE, LE SEIZE OCTOBRE,  
L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL  
A AULNAY-SOUS-BOIS, BOULEVARD DE L'HOTEL DE VILLE

**N°39 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN – DELEGATION A LA COMMUNE DE TREMBLAY-EN-FRANCE DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN DU BIEN SIS 72 AVENUE HENRI BARBUSSE A TREMBLAY-EN-FRANCE CADASTRE SECTION AW N°0073 (ANNULE ET REMPLACE N 36 DU 2 OCTOBRE 2024)**

**Le Président,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 7,  
**Vu** le code de l'urbanisme et notamment l'article L.213-3,  
**Vu** l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales permettant à l'assemblée délibérante de déléguer une partie de ses attributions au Président,  
**Vu** la délibération du conseil municipal de Tremblay-en-France n°11-102 du 30 mai 2011 instituant le droit de préemption urbain renforcé (DPUR),  
**Vu** la délibération n°57 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation à la commune de Tremblay-en-France de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité dans les secteurs d'intérêt communal,  
**Vu** la délibération n°49 du conseil de territoire en date du 11 juillet 2020 portant délégation au Président de l'exercice des droits de préemption et du droit de priorité pour la durée de son mandat et délégation au Président de la possibilité de déléguer l'exercice de ces droits pour la durée de son mandat au sein des secteurs d'intérêt territorial et des secteurs d'intervention foncière de l'EPFIF,  
**Vu** la convention d'intervention foncière établie entre l'EPFIF, la commune de Tremblay-en-France et l'EPT en date du 22 septembre 2022,  
**Vu** la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) établie par Maître Sylviane SERRANO, en application des articles L.213.2 et R.213.5 du code de l'urbanisme, reçue le 10 octobre 2024 en mairie du Tremblay-en-France sous le numéro 1A21211185560, informant le titulaire du droit de préemption urbain de l'intention des Consorts GACEM de céder leur bien situé à Tremblay-en-France, 72 avenue Henri Barbusse, cadastré à Tremblay-en-France, section AW n°0073, vide d'occupation, moyennant le prix de DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE EUROS (264 000 €), dont quatorze mille euros toutes taxes comprises (14 000 € TTC) à la charge du vendeur,

**Considérant** que la DIA reçue le 10 octobre 2024 annule et remplace la DIA reçue le 30 juillet 2024,  
**Considérant** qu'au titre de l'article L.213-3 du code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain peut être délégué à la commune de Tremblay-en-France,  
**Considérant** que le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée est situé dans un des périmètres d'intervention définis dans la convention d'intervention foncière conclue entre la commune de Tremblay-en-France, l'EPT et l'EPFIF en date du 22 septembre 2022 et répond aux objectifs d'intervention de la commune de Tremblay-en-France,  
**Considérant** en conséquence qu'il convient de déléguer à la commune de Tremblay-en-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien faisant l'objet de la déclaration d'intention d'aliéner susmentionnée,

**DÉCIDE**

- Article 1** D'annuler la décision n°36 du 2 octobre 2024.
- Article 2** De déléguer à la commune de Tremblay-en-France l'exercice du droit de préemption urbain pour le bien situé à Tremblay-en-France, 72 avenue Henri Barbusse, cadastré à Tremblay-en-France, cadastré section AW n°0073, tel que décrit dans la DIA susmentionnée ainsi que de l'ensemble de la procédure incluant notamment la saisine de la Direction générale des finances publiques, la demande de visite ou de pièces complémentaires entraînant une interruption des délais.
- Article 3** De préciser qu'une ampliation de la présente décision sera adressée à :  
- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'exercice du contrôle de légalité,  
- Monsieur le Maire de la commune de Tremblay-en-France,  
La présente décision sera affichée au siège de l'établissement public territorial Paris Terres d'Envol et sera également transmise aux communes membres pour affichage dans le mois.
- Article 4** D'informer le délégataire qu'il est tenu de transmettre à la commune de Tremblay-en-France les éléments d'information relatifs à la préemption pour la tenue du registre des préemptions conformément à l'article L.213-13 du code de l'urbanisme.
- Article 5** De rappeler que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Pour extrait conforme

Le Président

**Bruno BESCHIZZA**

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20241016-39-16-10-2024-AU  
Date de télétransmission : 17/10/2024  
Date de réception préfecture : 17/10/2024